



COMMUNIQUÉ ANS – MARDI 21 JUILLET 2020

Nous avons observé avec le plus grand étonnement le feuilleton du week-end autour du match amical PSG-Waasland Beveren. Un énième article à charge contre les supporters du PSG de la part d'un journaliste récidiviste a déclenché un torrent médiatique qui aura entraîné, pêle-mêle, un communiqué nocturne du Ministère des Sports, une incursion inédite de la LNR dans le football, une demande d'excuses lunaire de l'ANLSP, la publication de correspondance interne à l'Instance Nationale du Supportérisme (INS) et enfin la menace du huis clos.

Tout ça pour quoi ?

Nous avons longtemps hésité à communiquer. Mais la volonté de certains acteurs à entretenir cette polémique en s'acharnant sur les boucs-émissaires habituels nous contraint à nous exprimer.

Le récit fait du match au Parc des Princes est révélateur d'une suite d'événements parfaitement prévisibles et de la précipitation qui a entouré le retour du public pour les matchs amicaux. Loin de presser pour un retour rapide dans les stades, les groupes de supporters n'ont eu de cesse d'appeler à la prudence et au pragmatisme. A contre-courant de la parole médiatique, 45 groupes ultras s'opposaient le 13 avril à l'« *indécence* » d'une reprise du championnat, estimant que « *Le football "coûte que coûte" est un football de honte, qui n'aura aucun lendemain.* »

L'annonce faite le 28 avril par le Premier Ministre de la fin des championnats professionnels nous a offert la possibilité de travailler sereinement sur les conditions de reprise. Un travail essentiel, fondé sur la conviction de l'ensemble des acteurs que les représentants des supporters devaient être associés à l'élaboration des protocoles sanitaires. Le retour en tribune a fait l'objet de nombreux échanges et réunions préparatoires avec le Ministère des Sports d'une part et la LFP d'autre part. Au niveau local, un travail de fond a été enclenché dans de nombreux clubs pour préparer un potentiel retour en tribune pour la reprise des championnats à la fin du mois d'août.

A la demande de l'ANS, le Ministère des Sports a mandaté au mois de mai un expert chargé de consulter les supporters sur les conditions de retour en tribune. Cette consultation, menée du 20 au 29 mai dans le cadre de l'INS, a abouti à un rapport intitulé « Reprise des championnats et retour des supporters », remis à Mme la Ministre des Sports et à l'ensemble des membres de l'INS le 8 juin dernier.

L'ANS a également été consultée dans le cadre de l'élaboration par la LFP du protocole de retour du public dans les stades de football. Nous ne pouvons que saluer la transparence de la LFP dans la conduite de ces travaux.



Comme l'ensemble des acteurs concernés, nous attendions pour le 10 ou le 11 juillet la position du gouvernement sur les conditions du retour au stade. Malheureusement, tout semble avoir été mis en pause à la fin du mois de juin. L'ANS a participé à une dernière réunion téléphonique du Ministère des Sports sur le déconfinement le 22 juin. Depuis, silence radio - jusqu'au courrier adressé par Mme la Ministre aux membres de l'INS dans la soirée 18 juillet en réaction à la polémique lancée par L'Equipe.

Le calendrier qui nous avait été présenté jusqu'ici était le suivant : finalisation du protocole sanitaire pour le football après le 11 juillet, retour des spectateurs en tribune pour les finales de Coupe de France et de Coupe de la Ligue avec une jauge à 5000 personnes, puis extension potentielle de la jauge pour la reprise des championnats à la fin du mois d'août, en fonction notamment du retour d'expérience sur les finales et du positionnement du gouvernement. Cette approche prudente semblait faire consensus.

Quelle n'a donc pas été notre surprise quand, sans consultation préalable, le calendrier s'est soudainement accéléré avec l'organisation d'un premier match amical au Havre, ouvert au public avec une jauge de 5.000 spectateurs. Sans que nous n'ayons reçu aucun élément sur le protocole sanitaire applicable.

La prétendue impatience des groupes de supporters ne sauraient être invoquée: *« Attendre un "retour à la normale" est la solution à privilégier pour la plupart des supporters (...) Les personnes interrogées préféreraient patienter davantage plutôt que de reprendre de façon anticipée à huis clos ou avec une jauge limitée qui impliquerait une sélection des supporters en droit d'accéder aux enceintes »* (rapport INS). Une position confirmée depuis par la décision de nombreux groupes de supporters de ne pas assister aux finales de Coupe de France et de Coupe de la Ligue.

Depuis le mois de mai, nous n'avons eu de cesse d'insister sur l'importance de la préparation du retour au stade et la nécessité de mettre en place une communication adaptée à tous. Le rapport de l'INS était également clair sur ce point : *« Les personnes interrogées insistent sur l'importance d'une communication pédagogique envers le grand public fin que les messages, décisions et consignes soient mieux compris, donc plus facilement assimilés et appliqués. »*

Force est de constater que l'absence de positionnement du gouvernement sur le retour au stade à la fin de l'état d'urgence sanitaire a laissé place à un entre-deux qui n'a pas permis la mise en place d'un protocole homogène et d'une communication à l'intention du grand public. Ce constat s'applique à l'ensemble des matchs joués depuis le 11 juillet, et pas seulement à PSG-Waasland Beveren comme semble l'affirmer L'Equipe.

Nous nous retrouvons aujourd'hui accablés de tous les maux, appelés à nous excuser par des interlocuteurs systématiquement absents des travaux préparatoires, accusés de mettre en péril les finances du sport professionnel et menacés d'être une fois encore exclus des stades. La coupe est pleine.



Les pouvoirs publics ont fait le choix d'une réouverture précipitée des stades, avec des conditions d'accueil non seulement incompatibles avec la culture de nos tribunes, mais plus largement avec la nature humaine. Ce que nous avons pu observer au Stade Océane, au Parc des Princes ou au Parc OL est en tout point similaire avec les relâchements constatés dans les bars parisiens, sur la Promenade des Anglais ou les plages de l'Atlantique. Nous ne saurions être cloués au pilori pour une attitude certes inadaptée à la situation sanitaire, mais adoptée par bon nombre de Français – ministres compris.

Nous refusons d'être responsables de l'emballement actuel, qui était en tout point prévisible et détaillé dans le rapport de l'INS : *« Les personnes interrogées (...) ont émis des doutes sur la compatibilité des recommandations sanitaires avec l'exercice de l'activité de supporters et l'animation en tribune. Il est à ce jour (...) impossible de garantir avec certitude le respect de ces consignes. »*

Qui pouvait décemment croire que tout sera parfait dès la reprise ? *A fortiori* alors que le protocole sanitaire n'avait pas été validé par les pouvoirs publics et qu'il n'était pas prévu que les groupes de supporters puissent revenir aussi vite.

Nous sommes toujours en attente d'un retour d'expérience sur les matchs organisés depuis le 11 juillet, afin d'en tirer les enseignements indispensables à la reprise des championnats.

Certains acteurs du sport professionnel français, par peur d'être renvoyé à leurs propres turpitudes, semblent vouloir désigner le traditionnel coupable idéal, les supporters. Avec l'appui de quelques médias sportifs, ils prennent le risque de fracturer la confiance qui s'était construite au sein de l'Instance Nationale du Supportérisme. Et de mettre ainsi en péril leur propre volonté d'un retour accéléré des supporters dans les stades

Nous renouvelons aujourd'hui notre demande d'une approche pragmatique, transparente et consensuelle sur la question du retour en tribune. Notre conception d'un dialogue constructif ne passe ni par des fuites de mails organisées via L'Equipe, ni par des menaces de huis clos.

Nous appelons également le Ministère des Sports à siffler la fin de la partie médiatique et à reprendre le travail engagé avant le remaniement ministériel. L'excellence du travail de préparation mené jusqu'il y a peu ne saurait être gâchée par la faute des quelques pyromanes qui entretiennent depuis vendredi une polémique stérile, bien éloignée des enjeux de santé publique qui nous concernent tous.